

Ô musulmans : la fermeture des salles de prière est une attaque contre l'Islam

et doit être combattue par une résistance politique forte et collective

(Traduit)

Après une campagne politique négative contre les salles de prière, l'administration de l'université de Copenhague a décidé fin novembre de fermer les « salles de recueillement », que les musulmans utilisaient depuis plus de vingt ans sans aucun problème, et qui étaient fréquentées par les étudiants et le personnel pour accomplir leurs prières quotidiennes. Cette décision a relancé le débat sur ces salles et sur la question de savoir s'il fallait réserver un espace aux musulmans pour accomplir leurs prières dans les institutions éducatives.

Au début de l'année, l'université du Danemark du Sud à Odense a fermé sa « salle de recueillement » à la suite d'une controverse sur le fait que cette salle était principalement utilisée par des musulmans et n'était plus considérée comme « neutre ».

Ces décisions prises par les administrations universitaires sont sans aucun doute le résultat de pressions politiques anti-islamiques qui se sont intensifiées ces dernières années, notamment en ce qui concerne les salles de prière. Ces pressions ont été exercées par des acteurs politiques de premier plan, dont le Premier ministre, au moyen d'allégations mensongères selon lesquelles ces salles auraient été utilisées pour opprimer les jeunes filles musulmanes et exercer ce que l'on appelle un « contrôle social ».

La Première ministre, Mette Frederiksen, a profité de la Journée de la Constitution cet été pour exercer une forme d'autoritarisme fondé sur des valeurs et une surveillance coercitive à l'encontre des musulmans. Elle a déclaré à l'agence de presse Ritzau le 5 juin que l'existence de salles de prière dans un certain nombre d'établissements d'enseignement était « très problématique », arguant que les élèves devaient être « libres de toute pression religieuse ». Elle a ajouté : « Cela ne peut être réalisé si, par exemple, il existe une salle de prière pour les musulmans d'où émanent un contrôle social et une répression au sein des institutions éducatives. »

Dans le même temps, elle a annoncé que les ministres de l'Éducation et des Écoles devaient clarifier, par le dialogue avec les universités, que les salles de prière n'avaient pas leur place dans les institutions éducatives. En outre, la Première ministre a cherché à étendre l'interdiction du voile intégral promulguée en 2018 aux institutions éducatives.

S'il subsistait encore un doute quant à l'objectif visé par l'attaque politique contre les salles de prière, l'ancien ministre de l'Intégration, Kaare Dybvad Bek, l'a clarifié dans sa déclaration à la Danish Broadcasting Corporation (DR) à la suite de la fermeture de la salle de l'Université du Danemark du Sud, lorsqu'il a déclaré que les salles de prière « créent un espace pour une culture démodée qui n'a rien à voir avec le fonctionnement actuel de la société danoise ».

Dans le sillage de ces déclarations diabolisantes émanant des plus hautes sphères politiques du pays, et du « dialogue » qui s'en est suivi avec les institutions étatiques, les administrations universitaires d'Odense et de Copenhague se sont trouvées contraintes de bafouer leur propre dignité, ainsi que les valeurs d'inclusion et de diversité qu'elles prétendent défendre, se transformant en bras armés du gouvernement dans sa croisade politique contre l'identité et les valeurs islamiques.

Ô Musulmans : la fermeture des salles de prière dans les universités n'est ni fortuite ni purement administrative. Elle s'inscrit plutôt dans une trajectoire politique fondée sur la restriction systématique des droits des musulmans et constitue une attaque contre l'Islam dans la sphère publique. Depuis des années, nos valeurs et pratiques islamiques sont remises en question, présentées comme un problème et prises pour cible par des lois discriminatoires et des discours haineux. Aujourd'hui, c'est au tour de la prière, l'un des piliers de l'Islam, qui n'admet aucun compromis.

Il est important de souligner ici que cette question ne concerne pas uniquement les étudiants musulmans, et qu'il ne s'agit pas d'un combat qu'ils doivent mener seuls.

La fermeture des salles de prière obéit à la même logique politique que celle qui sous-tend la loi sur les imams, l'interdiction du voile intégral, les propositions visant à interdire le hijab dans les écoles primaires et d'autres mesures discriminatoires à l'encontre des musulmans au Danemark.

Il s'agit d'une stratégie totalement exposée : nos limites sont testées, notre pouls est mesuré et des ballons d'essai sont lancés. Si ces mesures ne suscitent pas de réponse claire et ferme, elles deviennent permanentes et les politiciens passent à l'étape suivante, à savoir une nouvelle interdiction ou une nouvelle mesure coercitive. Nous sommes confrontés à une restriction progressive et de plus en plus explicite de la capacité des musulmans à vivre selon leurs valeurs.

Dans le même temps, une culture inquiétante de négativité se développe dans la société à l'égard de la pratique des rituels musulmans, notamment la prière, une réalité qui est déjà tangible, par exemple sur le marché du travail.

Ô Musulmans : comment devons-nous réagir face aux tentatives systématiques visant à étouffer notre identité islamique ?

En tant que musulmans, nous avons des lignes rouges qui doivent être protégées et qui ne doivent pas être franchies. La prière est l'une de ces lignes rouges, et lorsqu'elle est violée, cela nécessite une réponse claire, collective et publique fondée sur la condamnation, la confrontation et la protestation.

Les mosquées musulmanes, leurs organisations et leurs porte-parole doivent prendre conscience qu'ils ont la responsabilité particulière d'exprimer une position forte et claire lorsque les règles et les valeurs fondamentales de la vie islamique sont attaquées. Si nous n'agissons pas collectivement alors que même la prière est remise en question et criminalisée, quand le ferons-nous ?

Il est également important de rappeler que les valeurs et les préceptes de l'Islam ne peuvent et ne doivent pas être défendus en s'appuyant sur de faux idéaux laïques tels que la « liberté de religion » ou les valeurs dites libérales, qui sont fondamentalement incompatibles avec l'Islam. Nous devons également garder à l'esprit que les tentatives hypocrites des politiciens et autres détenteurs du pouvoir visant à restreindre notre engagement envers l'Islam ne sont rien d'autre que l'expression d'une faillite morale et d'une profonde intolérance envers l'Islam et les musulmans.

C'est pourquoi nous devons nous appuyer exclusivement sur l'Islam comme fondement de notre identité, mais aussi comme base de notre action politique et de notre engagement dans la société.

Et à la jeune génération de musulmans en particulier, nous adressons un message clair : restez fidèles à votre Islam pur et ne vous sentez jamais obligés de vous excuser pour quoi que ce soit. Ne compromettez pas votre identité, quels que soient les défis auxquels vous êtes confrontés. Protégez vos valeurs et votre engagement envers l'Islam en renforçant votre lien avec Allah (swt), par l'unité et la cohésion, et en résistant à toute tentative visant à vous dépouiller de votre Dîn.

Placez l'Islam au-dessus de tout, et Allah (swt) vous accordera le succès et le triomphe, dans ce monde et dans l'au-delà : **﴿هُوَ سَمَّاكُمُ الْمُسْلِمِينَ مِنْ قَبْلُ وَفِي هَذَا لِيَكُونَ الرَّسُولُ شَهِيدًا عَلَيْكُمْ وَتَكُونُوا شُهَدَاءَ عَلَى النَّاسِ﴾** "lequel vous a déjà nommés «Musulmans» avant (ce Livre) et dans ce (Livre), afin que le Messager soit témoin contre vous, et que vous soyez vous-mêmes témoins contre les gens. Accomplissez donc la Salât, acquittez la Zakât et attachez-vous fortement à Allah. C'est Lui votre Maître. Quel Excellent Maître! Et quel Excellent Soutien!" [Sourate Al-Hajj:78].

16 Jumada al-Akhirah 1447 AH

Correspondant au 7 Décembre 2025

Hizb ut Tahrir

Danemark